15.001

# Geschäftsbericht des Bundesrates 2014

# Rapport de gestion du Conseil fédéral 2014

*Fortsetzung – Suite*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.06.15 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.06.15 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.15 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.15 (FORTSETZUNG - SUITE)

**Block 3 – Bloc 3**

*Finanzdepartement*
*Département des finances*

*Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung*
*Département de l'économie, de la formation et de la recherche*

**Bernasconi** Maria (S, GE), pour la commission: Je m'exprime au nom de la sous-commission DFF/DEFR et je me concentre sur un thème qui a traversé toutes nos discussions, en plénière ou dans les sous-commissions, après avoir entendu les représentants des entreprises de la Confédération – FINMA, Banque nationale suisse ou groupe de travail de la Confédération sur la gestion des risques –, à savoir celui des conséquences de la votation du 9 février 2014 sur l'initiative populaire "contre l'immigration de masse".
Presque tous les conseillers fédéraux auditionnés par les Commissions de gestion ont mentionné les problèmes liés à l'acceptation de l'initiative "contre l'immigration de masse". Même le parti à l'origine de cette initiative n'a pas voulu voir les difficultés en découlant, peut-être parce qu'il s'attendait à l'échec de son initiative. C'est en effet la quadrature du cercle: comment introduire des contingentements d'étrangers tout en maintenant les relations bilatérales avec une Union européenne qui refuse d'entendre parler d'une quelconque restriction de la libre circulation des personnes. On ne peut pas exiger le beurre, l'argent du beurre et la laitière avec, au peuple suisse de le comprendre!
Les Commissions de gestion sont préoccupées par les conséquences de cette votation sur l'économie suisse, florissante notamment parce que le marché européen lui est ouvert. Si tel ne devait plus être le cas, beaucoup de portes se fermeraient non seulement pour nos entreprises, mais également et surtout pour nos écoles et hautes écoles. La Suisse se place encore en tête du classement pour l'éducation, la formation et l'innovation. Le maintien de cette place figure d'ailleurs parmi les principaux objectifs du Conseil fédéral pour 2014: "La Suisse occupe une position de pointe dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation", car notre participation aux programmes-cadres de formation et de recherche est un must pour notre pays. Depuis 2004, la Suisse était associée à ces programmes, mais suite à la votation du 9 février de l'année dernière elle en a été éjectée pour y être à nouveau "partiellement" associée dès le 15 septembre 2014, et ceci au moins jusqu'à fin 2016, moment où l'élargissement de la libre circulation des personnes à la Croatie devra être décidé. Si la Suisse refuse, elle sera à nouveau traitée comme un Etat tiers. Dans le cas contraire, elle sera pleinement associée aux programmes-cadres. Vous le voyez, l'enjeu est énorme pour notre place de formation, et donc pour notre place économique de premier de classe.
Quant à notre participation – même partielle – au programme Erasmus, le refus de la Commission européenne a contraint la Suisse à chercher une solution de transition. Cette solution n'est pas gratuite: elle a non seulement un prix en espèces sonnantes et trébuchantes, mais également en personnel et postes de négociateurs, ne l'oubliez pas quand vous traiterez le budget des années prochaines! La Suisse espère être à nouveau associée pleinement à Erasmus dès 2017.

Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann a tenu des propos clairs en commission: la situation est difficile, car les chercheurs comme les entrepreneurs et investisseurs ont besoin d'un minimum de sécurité juridique. Or, celle-ci a pour l'instant disparu. Les investisseurs se demandent si cela vaut la peine d'investir dans un projet scientifique d'une université suisse qui risque d'être obligée de s'isoler du reste du monde. Le danger est grand que les chercheurs de pointe préfèrent aller dans une université européenne où la sécurité du droit existe.
Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann vient d'inaugurer le bâtiment de Merck Serono à Genève, où un magnifique projet de recherche baptisé Human Brain Project doit s'implanter. Mais là aussi, si la Suisse est reléguée au rang d'Etat tiers, elle – donc l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne ainsi que l'Université de Genève – ne pourra plus codiriger le projet. Quel gâchis pour nos jeunes, pour nos cerveaux qui – faut-il le rappeler – constituent notre seule et unique matière première!
Le Conseil fédéral nous a également informés sur l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié. Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche a transmis au Conseil fédéral un rapport qui présente cinq mesures demandant des adaptations légales, douze mesures dans le domaine de la qualification supérieure et sept mesures pour une meilleure conciliation des vies professionnelle et privée. L'information détaillée sera présentée à la Conférence des gouvernements cantonaux et au Conseil fédéral le 19 juin 2015.
La tâche de la Confédération consiste à créer des conditions-cadres favorables, à mettre à disposition des bases de décision et des instruments de soutien. Quatre champs d'action ont été définis: une meilleure qualification de nos employées et employés, une flexibilisation du travail rémunéré, la conciliation entre les vies familiale et professionnelle et la promotion de l'innovation pour que la création de valeur ajoutée puisse se faire sans qu'il faille forcément engager davantage de spécialistes.
Permettez-moi de rappeler qu'il ne s'agit pas uniquement de favoriser l'émergence de spécialistes dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, mais aussi de prévoir des mesures efficaces contre la pénurie dans le domaine des soins. Vu l'évolution démographique dans notre pays, n'oublions pas que nous aurons toujours davantage besoin de personnes pour nous soigner et nous accompagner dans notre grand âge.
En conclusion, je dirai que de partenaires, nous sommes devenus quémandeurs. Quel beau programme pour notre jeunesse, et celles et ceux qui me succèderont! Espérons que le Conseil fédéral trouve des solutions, car la collaboration internationale et européenne est primordiale pour la Suisse dont la seule matière première est la matière grise. Je sais que Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann ne m'écoute pas, mais je lui dis quand même bon courage!

AB 2015 N 944 / BO 2015 N 944

**Lustenberger** Ruedi (CE, LU), für die Kommission: Ich konzentriere mich bei meinen Ausführungen zum EFD erstens auf die Schweizerische Nationalbank, zweitens auf das Eidgenössische Personalamt und drittens auf den automatischen Informationsaustausch nach OECD-Standard.
1. Zur Nationalbank: Bei der Behandlung des Rechenschaftsberichtes der Schweizerischen Nationalbank kam logischerweise auch das Thema Euroschwäche bzw. Frankenstärke zur Sprache. Die Präsidentin des Verwaltungsrates und der Präsident des Direktoriums haben in einer längeren Anhörung ausführlich zu sehr vielen aufgeworfenen Fragen Stellung bezogen. Es war wohl kein Zufall, dass die Nationalbank am Morgen der besagten Sitzung mit der GPK in einer Medienmitteilung bekanntgemacht hatte, die Ausnahmen für die sogenannten Negativzinsen auf den Girokonten der Nationalbank einzuschränken, mit dem Ergebnis, dass die Pensionskasse des Bundes, die Publica, und die Pensionskasse der Nationalbank selber nicht mehr in den Genuss dieser Privilegierung kommen. Damit war eine wichtige Frage zum Voraus bereits beantwortet. Ebenfalls wurde der Präsident des Direktoriums der Nationalbank nach seiner Einschätzung zur Rückzahlungsfähigkeit Griechenlands bei den ablaufenden IWF-Krediten gefragt. Es seien zugegebenermassen sehr komplexe und nicht immer eindeutige Tatbestände, die es gegenseitig abzuwägen gelte, gab er der GPK zu bedenken.
2. Zum Eidgenössischen Personalamt, zum Thema Vertrauensarbeitszeit: Beim Reporting des Personalmanagements der Bundesverwaltung tauchte eine interessante Fragestellung im Zusammenhang mit dem Modell der sogenannten Vertrauensarbeitszeit auf. Gemäss den Ausführungen von Frau Barbara Schaerer, Vorsteherin des Eidgenössischen Personalamtes, bestehen bei dieser Kategorie von Angestellten keine Rechtsansprüche für geleistete Überzeit, auch wenn die Arbeitszeit die Marke von 45 Stunden pro Woche übertrifft. Aufgrund der nicht fixen Kontrolle der Arbeitszeit sei es nämlich gar nicht möglich, einen entsprechenden Nachweis zu erbringen. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter seien entsprechend orientiert. Die Mehrleistung werde generell

mit 6 Prozent mehr Lohn abgegolten und in Ausnahmefällen könnten statt dieser 6 Prozent mehr Lohn auch zehn Tage zusätzliche Ferien bezogen werden. Das System habe sich gut eingespielt, der Anteil im mittleren Kader liege bei 20 bis 25 Prozent. In ihrem Bericht an den Bundesrat vom 25. November 2011 kommt die GPK aufgrund eines Gutachtens von Herrn Professor Thomas Geiser von der HSG zu einem nicht ganz deckungsgleichen Schluss. Deshalb wird sich die Kommission nochmals mit dieser Thematik befassen.
3. Zum Thema Schweiz und automatischer Informationsaustausch nach OECD-Standard: Die GPK haben sich mit der Vorsteherin des EFD, Frau Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf, über die Positionierung der Schweiz betreffend den OECD-Standard beim automatischen Informationsaustausch in Steuersachen unterhalten. Der Bundesrat hat bekanntlich in der Legislaturplanung in den Zielen des Bundesrates 2015, in Band I auf Seite 78 sowie in Band II auf Seite 40, auf dieses Thema ein Hauptaugenmerk gerichtet. Der Rat der OECD, dem die Schweiz angehört, hat am 15. Juli 2014 den globalen Standard für den automatischen Informationsaustausch genehmigt. Es handelt sich um ein sogenanntes Modellabkommen, welches die Grundlagen für bilaterale Abkommen darstellt. Für die Schweiz sind darin vor allem die folgenden vier Bereiche wichtig, um wie vorgesehen ab 2018 mitzumachen: erstens der Datenschutz; zweitens die Einhaltung des Spezialitätenprinzips; drittens die gleichen Regelungen für alle zur Feststellung der wirtschaftlichen Berechtigten bei Trusts und anderen Konstrukten; viertens die Reziprozität. Vorher ist selbstverständlich innerstaatlich der normale parlamentarische Prozess eines referendumsfähigen Staatsvertrages zu beschreiten.
Ich kann mich abschliessend dem Dank des Herrn Kommissionspräsidenten an Bundesrat und Verwaltung anschliessen.

**Caroni** Andrea (RL, AR): Eine kleine Quizfrage zum Einstieg: Was ist älter als die Zeitung von gestern? Es sind die Prognosen im Geschäftsbericht des Bundesrates. Dieser schrieb nämlich am 18. Dezember 2014 auf Seite 17 seines Geschäftsberichtes: "Angesichts der stark expansiven Geldpolitik der EZB für den Euroraum dürfte die Nationalbank gezwungen sein, die Euro-Untergrenze noch für längere Zeit beizubehalten." Nun, wer an Prognosen glaubt, ist selber schuld und wird irgendwann von einem schwarzen Schwan gefressen. Für einen Rückblick ist das Dokument aber durchaus geeignet. Ich möchte ein paar kurze Blicke auf EFD und WBF aus Sicht meiner Fraktion werfen.
Zunächst zum EFD: Das wohl wichtigste Projekt aus der Zielsetzung des letzten Jahres war die Unternehmenssteuerreform III. Zielgemäss hat der Bundesrat hierzu im September 2014 die Vernehmlassung eröffnet, und dieses Jahr ist es auch schon Schlag auf Schlag weitergegangen. Die Botschaft ist da, die Stossrichtung stimmt im Grossen und Ganzen, und über die Einzelheiten werden wir uns ja vom Herbst an in der Kommission noch intensiv austauschen können.
Ähnlich sieht es beim automatischen Informationsaustausch aus; Herr Lustenberger hat es bereits erwähnt. Auch hier war der Bundesrat mehr oder weniger zielgemäss unterwegs. Zumindest hat er in formaler Hinsicht die Mandate für Verhandlungen mit wichtigen Partnern verabschiedet. Auch hier folgten die Botschaft und erste unterzeichnete Abkommen. Und auch darum wird sich die zuständige Kommission bald, schon im Juni, kümmern dürfen. Vorausschicken darf man nur schon mal, dass einzelne der erwähnten Prinzipien, nach meiner Wahrnehmung mindestens das Spezialitätenprinzip, schon frühzeitig geopfert werden mussten – dies noch in Kontrast zu dem, was Herr Lustenberger soeben erwähnt hat.
Ein weiteres Thema aus dem EFD: Manche Ziele werden auch erfüllt, indem sie nicht erfüllt werden. So hat der Bundesrat die Botschaft zur Revision des Steuerstrafrechtes aus unserer Sicht zu Recht nicht verabschiedet.
Ich komme zum WBF: Angesichts der Frankenstärke und der damit verbundenen Absatzschwierigkeiten im Euroraum ist es ganz wichtig – wir haben es heute schon mehrfach gehört –, dass unsere Unternehmen verstärkt Absatzkanäle auch ausserhalb der EU erhalten und dass wir diese Regionen mit multi- und bilateralen Freihandelsabkommen noch besser erschliessen.
Zum multilateralen Abkommen im Rahmen der WTO: Da gab es im Jahre 2014 einiges an Spannung, ähnlich wie beim gestrigen French-Open-Finale; auch hier mit einem gewissen Happy End, in dem Sinne, dass das, was Indien zunächst zu blockieren schien, gegen Ende des Jahres doch gelöst werden konnte. Mittlerweile ist der Post-Bali-Prozess wieder aufgenommen worden. Wir wünschen dem Bundesrat hierzu die nötige Ausdauer.
In bilateraler Hinsicht traten drei neue Freihandelsabkommen in Kraft: am 1. Juli das berühmte mit China und Ende August diejenigen zwischen der Efta und Costa Rica beziehungsweise Panama. Später, auch 2014, haben wir dasjenige mit Bosnien und Herzegowina verabschiedet. Wie erwartet und erhofft, tragen die Abkommen bereits die ersten Früchte. Wir haben im Zusammenhang mit dem Freihandelsabkommen mit China feststellen können, dass in den ersten neun Monaten die Exporte und Importe zugenommen haben. Ich hoffe, Herr Bundesrat, dass sich bei diesen Importen auch das Gratulationsfeuerwerk aus China befand, das wir

Ihnen vor zwei Jahren für den Moment des Inkrafttretens wünschten.
Drei andere Projekte auf der Liste konnten leider nicht wunschgemäss zum Ziel geführt werden. Im Falle der Zollunion um Russland herum verhinderten es die bekannten Ereignisse in der Ukraine, bei Indonesien und Indien spielten Wahlen hinein; dort stellen wir fest, dass es nun offenbar wieder hoffnungsvolle Kontakte gibt. Wir haben uns nur gefragt, warum man sich denn im Jahre 2014 so ehrgeizige Ziele steckte, obwohl die Wahltermine in diesen beiden Ländern bekannt waren.

AB 2015 N 945 / BO 2015 N 945

Zuletzt zu den USA: Im Juli des Berichtsjahres – das wurde ja hier auch schon erwähnt – veröffentlichte das Seco zwei Studien über die Auswirkungen eines Transatlantischen Freihandelsabkommens zwischen den USA und der EU auf die Schweiz. Die Efta traf sich mit den USA zum wiederholten Male zu einem handelspolitischen Dialog. Die FDP-Liberale Fraktion erwartet – sie hat das hier auch schon ausgedeutscht –, dass der Bundesrat dieser für unser Land entscheidenden Entwicklung die gebührende Aufmerksamkeit schenkt. Sie weiss, dass er das auch tut.

**Graf** Maya (G, BL): Gerne nehme ich hier im Namen der grünen Fraktion im Zusammenhang mit dem Geschäftsbericht des Bundesrates zu zwei Themenbereichen zum WBF kurz Stellung.
Zu Bildung, Forschung und Innovation: Der Bundesrat wie auch wir Grünen sind klar der Meinung, dass der Spitzenplatz der Schweiz im Bereich der Bildung, der Forschung und der Innovation unbedingt erhalten werden muss. Kluge Köpfe, innovative Ideen, Durchhaltekraft, Leistung und die qualitativ hochstehende Umsetzung in Produkte und Dienstleistungen – das ist der einzige Rohstoff, den wir in unbegrenztem Umfang haben und der unseren Wohlstand generiert.
Dies alles darf durch die Abstimmung vom 9. Februar 2014 zur Masseneinwanderungs-Initiative auf keinen Fall gefährdet werden. Hier musste der Bundesrat ja bereits eingreifen und für Erasmus plus für die Jahre 2015 und 2016 eine Übergangslösung vorsehen. Ebenso konnte er auf Ende 2014 erfolgreich mit der EU ein Abkommen über eine Schweizer Teilassoziierung an das EU-Rahmenprogramm für Forschung und Innovation, Horizon 2020, aushandeln. Doch es ist klar: Dies sind alles nur Übergangslösungen für die nächsten zwei Jahre, die schnell vorbei sein werden. Es muss also eine Lösung auf Dauer mit der EU gefunden werden – dies im Interesse von uns allen. Das ist von zentraler Bedeutung für die Zukunft unseres Landes und erst recht von zentraler Bedeutung für die Zukunftsperspektiven unserer Kinder und Jugendlichen, die schon heute in der Schule oder in Ausbildung sind.
Für uns Grüne ist daher klar, dass bei der Bildung und Forschung in den nächsten Jahren nicht gespart werden darf. Im Gegenteil: Es muss hier weiter und mehr investiert werden, und es müssen gezielte Verbesserungen an den Rahmenbedingungen vorgenommen werden. Ich möchte hierbei betonen, dass vor allem die Investitionen in die Berufsbildung von zentraler Bedeutung sind. Wir Grünen begrüssen es daher, dass die Nachwuchsförderung im Bereich der qualifizierten Fachkräfte auch im WBF zuoberst auf der Agenda steht. Wir begrüssen das Massnahmenpaket zur Stärkung der Berufsbildung und die Unterstützung vor allem der höheren Berufsbildung. Wir fordern aber, dass die Umsetzung dieses Massnahmenpakets, der Fachkräfte-Initiative, schneller vorangetrieben und insbesondere bezüglich der Vereinbarkeit von Beruf und Familie sowie der Schaffung guter Bedingungen für die Erwerbstätigkeit von älteren Arbeitnehmenden bis zur Pensionierung mit allen involvierten Partnern durchgezogen wird. Mit "allen involvierten Partnern" meinen wir nicht nur die Wirtschaftsverbände und die Gewerkschaften, sondern beispielsweise auch Frauendachverbände.
Es geht uns nicht schnell genug, geschätzter Herr Bundesrat. Angesichts der schwierigen Ausgangslage und der nicht gerade rosigen Zukunftsaussichten sind nun Mut und Taten und nicht alleine Worte gefordert!
Ein paar Worte zur Agrarpolitik – auch hier sollen dann Taten folgen. Der Bundesrat hat bereits letztes Jahr die Schwerpunkte für die Agrarpolitik nach 2017 festgelegt. Er fordert eine nachhaltige Produktion und Ressourcennutzung sowie die unternehmerische Entfaltung der Betriebe. Er möchte den Erfolg auf den Absatzmärkten steigern. Er möchte auch genügend Zeit lassen für die Umsetzung nach dem grossen Systemwechsel bei den Direktzahlungen in der Periode 2014–2017.
Wir sind froh, dass der Bundesrat nach der Vernehmlassung auf einen Gegenvorschlag zur Ernährungssicherheits-Initiative des Schweizerischen Bauernverbandes verzichtet hat. Wir Grünen waren immer der Meinung, dass es keinen Gegenvorschlag braucht, denn wir brauchen keine Verfassungsdiskussion, sondern die gezielte, konsequente, ruhige Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017. Es müssen Erfahrungen gesammelt werden und, wo nötig, an der Verordnung Änderungen und Verbesserungen angebracht werden, doch nicht so, wie wir es kürzlich den sich in der Vernehmlassung befindenden Verordnungsänderungen entnehmen konnten. Es darf keine Abkehr vom Ziel der Reformen geben. Diese wurden gemacht, um effizienter und wirksamer

Leistungen zu begleichen. Das muss beibehalten werden. Biodiversitätsbeiträge sollen nicht nach nur zwei Jahren Erfahrung plafoniert oder gar gekürzt werden und in die Übergangsbeiträge fliessen. Ein solches Hüst und Hott ist vor allem in der Agrarpolitik – aber auch in anderen Bereichen – unakzeptabel. Gerade für die Bauernfamilien sind Kontinuität und Investitionssicherheit wichtig.
Zudem hat der Bund zur Lösung von drängenden Problemen verschiedene Programme eingeleitet, die es nun zuerst umzusetzen gilt, wie etwa den Aktionsplan Pestizide, die Biodiversitätsstrategie, den Massnahmenplan zur Gesundheit der Bienen, die nationale Strategie Pflanzenzüchtung Schweiz oder die Strategie Antibiotikaresistenzen. Wir Grünen erwarten die Resultate mit grossem Interesse und erwarten dann auch entsprechende Handlungsvorschläge.

**Müri** Felix (V, LU): Frau Graf, ich habe nur eine kurze Frage: Sie haben jetzt ein Loblied auf dieses Erasmus-Programm angestimmt. Finden Sie es gut, dass wir über Erasmus sogenannte Pinocchio-Programme, Yogakurse und Zirkuskurse finanzieren? Finden Sie das richtig, und hat das etwas mit Erasmus zu tun?

**Graf** Maya (G, BL): Das haben Sie ja schon in der Kommission vorgebracht, Herr Müri, und ich glaube, wir haben es hier auch schon gehört. Ich möchte Ihnen zum Erasmus-Programm nur so viel sagen, und dazu stehe ich: Ich finde es wichtig, dass unsere jungen Menschen, wenn sie eine Ausbildung gemacht haben und weiterkommen wollen, auch in anderen europäischen Ländern, in unseren Nachbarländern, Erfahrungen sammeln, sich austauschen und überhaupt dort auch in die Schule gehen oder ihr Studium machen können. Dieser Austausch ist wichtig. Sie haben auch Kinder. Gerade das sollten wir unseren Kindern nicht verwehren.

**Glättli** Balthasar (G, ZH): Ich äussere mich zum Eidgenössischen Finanzdepartement, zu etwas aus grüner Sicht Unerfreulichem und zu etwas aus unserer Sicht Erfreulichem. Beides steht aber im gleichen Kontext.
Im Moment läuft wieder die Debatte über die Cybersicherheit, über die Frage, wie wir unsere Infrastruktur im ICT-Bereich sichern können. Sie wissen es, im Nachgang zu den Snowden-Enthüllungen wurde sehr viel geschrieben, sehr viel debattiert, wurden sehr viele Vorstösse eingereicht. Geblieben ist ganz wenig. Aber immerhin, etwas ist geblieben, nämlich dass dieses Parlament beschlossen hat, dem Bundesrat den Auftrag zu geben, eine sogenannte Snowden-Kommission einzusetzen; korrekterweise heisst sie – ich muss es ablesen – Expertenkommission zur Zukunft der Datenbearbeitung und Datensicherheit.
Fast auf den Tag fünfzehn Monate ist es her, dass das Parlament diesen Beschluss gefasst hat. Ich muss Ihnen sagen: Es befremdet mich etwas, dass der Bundesrat in diesem Bericht, in dem er sich sonst breit über Bedrohungen in diesem Bereich auslässt und über die Herausforderungen bei der Sicherheit der Informatikinfrastruktur schreibt, nicht sagt, wann und mit welchen Leuten er diese Kommission einsetzen will – das Einzige, was ich erwartet hätte. Auf Seite 192 steht nur, dass diese Kommission längstens für drei Jahre eingesetzt werden soll. Ich sähe es eigentlich gerne, dass man



eine Kommission zuerst einmal einsetzt, bevor man schon sagt, wann sie wieder zu arbeiten aufhören soll.
Ich würde auch gerne die Gelegenheit nutzen, um Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf im Namen der Grünen eine Frage zu stellen. Ich finde es richtig, dass sie in diesem Bereich die Verantwortung hat, dass die Kommission nicht im Militärbereich, in der Nähe des Nachrichtendienstes angesiedelt wurde, denn das hätte eine unvoreingenommene Arbeit verunmöglicht. Aber ich möchte doch gerne wissen, ob wir irgendwann einmal wieder etwas von dieser Kommission hören. Wenn Sie jetzt "O ja" sagen, Frau Bundesrätin, soll es mich freuen.
Gefreut haben wir uns darüber – das finde ich wichtig, und das ist jetzt der positive Teil –, dass der Bundesrat immer wieder den Versuchungen widerstanden hat, die ganze Geschichte um Informationssicherheit zu militarisieren. Ich möchte ein Lob aussprechen für die Arbeit, welche die Melde- und Analysestelle Informationssicherung (Melani) macht, weil das eine der Stellen ist, wo man wirklich ohne viel Öffentlichkeit, aber mit sehr viel Effektivität versucht, die verschiedenen Akteure zusammenzubringen. Ich möchte diese Gelegenheit auch dazu nutzen, denjenigen, die davon träumen, diese Aufgabe näher beim Nachrichtendienst anzusiedeln, zu sagen: Das wäre das Falscheste, was man tun könnte! Stellen Sie sich vor, dass die Angehörigen dieses inneren Nutzungskreises – das sind Konzerne, Banken, Versicherungen – unter der Koordination einer Organisation unseres Nachrichtendienstes zusammenarbeiten müssten, von dem wir wissen, dass er es als eine seiner wichtigen Aufgaben erachtet, Informationen mit anderen solchen Diensten auszutauschen! Dann wäre das Vertrauen nicht mehr gegeben, das heute vorhanden ist und das es gestattet, dass man in einer guten Aufgabenteilung mit viel Kompetenz vor Ort in den Firmen, bei den Privaten, aber mit einer komplementären Unterstützung durch Melani, eine wertvolle Arbeit machen kann. Der einzige Wunsch unsererseits wäre es,

dass bei dieser Arbeit der Fokus auch noch etwas stärker auf die kleineren Firmen gelegt würde, die ja, wie wir wissen, in unserem innovativen Land durchaus auch im Blickfeld ausländischer Akteure stehen, wenn es um Wirtschaftsspionage geht.

**Feri** Yvonne (S, AG): Die GPK erteilte der PVK den Auftrag, die Situation mit den externen Mitarbeitenden näher zu untersuchen. Die Ergebnisse dieser Untersuchung zeigten auf, dass es im Allgemeinen sehr viele externe Mitarbeitende in den verschiedenen Verwaltungsbereichen gibt. Aus der Untersuchung entstanden sechs Empfehlungen, unter anderem folgende: Es braucht eine Strategie betreffend die Risiken und vertraulichen Informationen. Ein Kontrollverfahren ist notwendig, damit die Strategie überprüft respektive allfälliges Einsparpotenzial erkannt werden kann. Die Rechtsgrundlagen und die Vorschriften für das Beschaffungswesen müssen eingehalten werden. Ebenso braucht es Transparenz, die klare Aufführung der Kosten der externen Mitarbeitenden in der Rechnung und eine Lösung für die Problematik der Personensicherheitsprüfungen; im Allgemeinen ist das alles sehr kompliziert. Die SP-Fraktion glaubt, dass die ordentliche Anstellung von Mitarbeitenden der transparentere, einfachere und ehrlichere Weg ist. Sie erinnert aber auch daran, dass diese Vorgaben nicht ohne genügende Ressourcen erfüllt werden können, das dürfen Sie in der Budgetdebatte nicht vergessen!
Auch in diesem Jahr wurde wieder über Kriegsmaterialexporte diskutiert. Ich möchte an dieser Stelle grob zusammenfassend in Erinnerung rufen, wie diese Exporte geregelt sind. Die Vermittlung von Kriegsmaterial ins Ausland bedarf einerseits einer Grundbewilligung, damit die Landesinteressen gewahrt werden. Andererseits sind für Ein-, Aus- oder Durchfuhr, Vermittlung von und Handel mit Kriegsmaterial an Empfänger im Ausland Einzelbewilligungen notwendig. Die Herstellung, die Vermittlung, die Ausfuhr und die Durchfuhr von Kriegsmaterial für Empfänger im Ausland werden dann bewilligt, wenn dies dem Völkerrecht, den internationalen Verpflichtungen und den Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik nicht widerspricht.
Es wurde, auch mit der Unterstützung der CVP-Fraktion, eine Motion (13.3662) angenommen, welche diese Grundsätze lockert. Die SP-Fraktion findet das bedenklich. Wir wollen nicht kulanter sein; wir wollen die Menschenrechte ins Zentrum stellen und verurteilen Lieferungen an Länder oder den Handel mit Ländern, welche Kriegsmaterial nicht für Friedenszwecke nutzen. Wenn man die heutige Situation betrachtet, vor allem im Nahen Osten, muss man sich schon fragen, ob nicht das Risiko besteht, dass gewisse terroristische Kreise schlussendlich auch mit Schweizer Waffen operieren. In der Tat: Wenn auch die Kontrollen der Einhaltung der Nichtwiederausfuhr-Erklärung vonseiten der Schweiz seriös gemacht werden, besteht doch eine grosse Gefahr, dass Waffen verschoben werden, da man ja nicht alles kontrollieren kann. Stellen Sie sich den Rufschaden der Schweiz vor, wenn plötzlich der Name Ruag auf einer zur Ermordung unschuldiger Menschen benutzten Waffe steht. Zudem ist auch die Frage der Verletzung der Menschenrechte zentral, ist doch die Schweiz Sitz des Menschenrechtsrates. Neben der moralischen Frage muss man sich hier auch Gedanken über das Reputationsrisiko für die Schweiz machen.

**Binder** Max (V, ZH): Ich habe die Absicht, nur zu einem Ziel zu sprechen, nämlich zu Ziel 4 des WBF auf Seite 49 in Band II des Geschäftsberichtes. Es geht um die Weiterentwicklung der Agrarpolitik in Richtung einer integralen Politik für die Land- und Ernährungswirtschaft. Im Zentrum sollen in Zukunft der erfolgreiche Absatz der landwirtschaftlichen Produktion auf den Märkten, die nachhaltige Produktion und Ressourcennutzung sowie die unternehmerische Entfaltung der Betriebe stehen. Gegen diese Zielsetzung ist grundsätzlich nichts einzuwenden. Ob der Wille zur Umsetzung vorhanden ist, ist für mich aber fraglich. Ich wage es zu bezweifeln. Weshalb?
Sie schreiben, Herr Bundesrat, dass mit der Agrarpolitik 2014–2017 ein grosser Systemwechsel bei den Direktzahlungen vollzogen worden sei. Das stimmt. Die Frage ist für mich aber, ob die Richtung stimmt. Ich meine nein. Der Bundesrat will für die Jahre 2018 bis 2021 lediglich den landwirtschaftlichen Zahlungsrahmen festlegen. Auf der Basis der heute geltenden Agrarpolitik sollen die Massnahmen auf Verordnungsstufe konsolidiert oder optimiert werden. Nun, Herr Bundesrat, Sie wissen, dass viele Bauern wenig bis nichts von der heutigen Bürokratie-Agrarpolitik halten. Insbesondere die unseligen Landschaftsqualitätsbeiträge, die neu eingeführt wurden, haben in der Umsetzung absurde Züge angenommen. Sie sind in der Ausgestaltung zur Futterkrippe der "Öko-Büros" und damit zwangsläufig zum wahren Bürokratiemonster geworden.
Die aktuelle Agrarpolitik hat im Jahre 2014 bei tierbetonten Betrieben zu massiven Einkommensverlusten geführt. Dabei trifft es vor allem die nahrungsmittelproduzierenden Betriebe, vorab jene im Talgebiet. Die grossflächigen Betriebe im Berggebiet gehören zu den Gewinnern. Ich kenne die Berglandwirtschaft sehr gut. Ich habe auch gute Beziehungen zu den Bergbauern. Ich bin sicher der Letzte, der Tal- und Bergbauern gegeneinander ausspielen will. Gerade deshalb müsste man sich aber vielleicht in Zukunft doch überlegen, ob wir

in unserem Land mit topografisch und klimatisch derart unterschiedlichen Regionen grundsätzlich allenfalls eine Talgebiets-Agrarpolitik und eine Berggebiets-Agrarpolitik installieren sollten. Die Bedeutung der Landwirtschaft, der Bewirtschaftung des Kulturlandes hat einen durchaus unterschiedlichen Charakter im Tal- und im Berggebiet. Während im Berggebiet wahrscheinlich die Regional-, die Tourismus- und die Schutzpolitik in Bezug auf Naturgefahren vermehrt im Zentrum stehen, ist es im Talgebiet natürlich der Kampf gegen den Verlust von Fruchtfolgeflächen, für die Produktion von Nahrungsmitteln auf besten Böden und für die Erhaltung des Kulturlandes.
Das ist das eine, was mich beschäftigt. Etwas anderes beschäftigt mich aber noch mehr: Sie, Herr Bundesrat, werden nicht müde, über weniger Regulierung, weniger Bürokratie



zu sprechen, was mir sehr sympathisch ist. Ich möchte Sie dabei auch unterstützen. Doch, Herr Bundesrat, in der Agrarpolitik haben wir eine völlig gegenläufige Tendenz, so nach dem Motto: Wir wollen alle Tage weniger und haben alle Tage mehr.
Ich bitte Sie, Herr Bundesrat: Machen Sie Ernst mit Ihrem Versprechen, und schaffen Sie die mittlerweile auch in der Öffentlichkeit zunehmend kritisierten Landschaftsqualitätsbeiträge zugunsten der Versorgungssicherheitsbeiträge ab! Fördern Sie damit die produzierende Landwirtschaft, konkret die nahrungsmittelproduzierende Landwirtschaft, sie ist immerhin ein zentrales Element unserer nationalen Sicherheit!

**Widmer-Schlumpf** Eveline, Bundesrätin: Zunächst äussere ich mich ganz kurz zu den beiden Feststellungen von Herrn Nationalrat Lustenberger. Die eine betrifft den Mindestkurs und die Frankenstärke, die andere die Vertrauensarbeitszeit.
Der Mindestkurs wurde drei Jahre lang gehalten und dann aufgehoben. Man kann heute sagen, dass bereits vor der Aufhebung der handelsgewichtete reale Frankenkurs 12,6 Prozent höher war als im Durchschnitt des letzten Jahrzehnts. Das Problem mit dem Frankenkurs und der Frankenstärke hatten wir also schon Jahre vor der Aufhebung des Mindestkurses; Sie kennen die Begründung der Nationalbank für die Aufhebung. Mit der Aufgabe des Mindestkurses hat sich der Franken erneut aufgewertet. Das ist eine schwierige Situation. Er liegt nun 22 Prozent höher als im Durchschnitt des letzten Jahrzehnts. Gegenüber Deutschland, unserem wichtigsten Handelspartner, liegt der Franken sogar rund 30 Prozent höher als im Durchschnitt des letzten Jahrzehnts – real, also bereinigt um den Einfluss der Teuerungsunterschiede. Eine derart starke Aufwertung des Frankens hat es seit den Siebzigerjahren des letzten Jahrhunderts nicht mehr gegeben.
Die Überbewertung des Frankens bedeutet natürlich auch, dass die Teuerung gebremst wird und dass wir deutlich im negativen Bereich gelandet sind. Das hat auch grosse Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen gegenüber ihren Handelspartnern und Konkurrenten auf dem Weltmarkt. Das merken vor allem die exportorientierten Unternehmen und natürlich der Tourismus. Die Nationalbank versucht nun mit Negativzinsen eine weitere übermässige Aufwertung des Frankens einzudämmen; sie tut es auch durch punktuelle Interventionen. Wir hoffen, dass es ihr gelingt und sie ihren Auftrag weiterhin erfüllen kann.
Ich komme nun zu Ihrer Feststellung zur Vertrauensarbeitszeit. Wir haben beim Bund die Vertrauensarbeitszeit eingeführt, weil die Kosten für die Auszahlung von Überstunden vor einigen Jahren enorm zunahmen und wir für eine allfällige Auszahlung von Überstunden Rückstellungen von ungefähr 300 Millionen Franken machen mussten. Mit der Vertrauensarbeitszeit haben wir das dann in den Griff bekommen; mit der Barentschädigung kann man eine Kompensation vornehmen. Die Vertrauensarbeitszeit richtet sich heute nach der Lohnklassengruppe, das entspricht den Versicherungsplänen in der beruflichen Vorsorge.
Die GPK hat uns mit einem Postulat (12.3645) den Auftrag gegeben, einen Bericht zu verfassen und zu schauen, ob wir dieses Vertrauensarbeitszeitmodell funktionsklassenabhängig statt lohnklassenabhängig ausgestalten könnten. Wir haben im Bericht aufgezeigt, dass das enorm kompliziert wäre, weil die Funktionsbezeichnung bei der Bundesverwaltung nicht geeignet ist, um eine Beziehung zur hierarchischen Eingliederung herzustellen, aus dem schlichten Grund, weil die Funktionsbezeichnungen nicht überall für den gleichen Inhalt stehen. Wir haben gesagt, dass wir beim durch Lohnklassen definierten Geltungsbereich bleiben wollen. Es ist von den Lohnklassen 24 bis 29 fakultativ und ab Lohnklasse 30 obligatorisch. Wir haben mit diesem Modell eigentlich gute Erfahrungen gemacht; das hören Sie auch, wenn Sie mit den Mitarbeitenden sprechen. Das heisst aber nicht, dass man dieses System nicht immer wieder überdenken und an Verbesserungen arbeiten kann.
Ich komme zu den Feststellungen und Fragen von Herrn Nationalrat Caroni. Ich weiss nicht, ob er hier ist, aber das spielt auch keine Rolle; er kann meine Ausführungen sonst nachlesen. Er hat etwas zur Unternehmenssteuerreform III gesagt, hier werden wir noch die Möglichkeit haben, darüber zu diskutieren. Aber ich möchte etwas richtigstellen, was er gesagt hat.

Er hat gesagt, im Rahmen des automatischen Informationsaustauschs, im Rahmen der Arbeiten der OECD hätte die Schweiz aktiv mitgemacht. Das haben wir, wir haben die Eckwerte dieses automatischen Informationsaustauschs mitgeprägt, mit anderen Partnern zusammen. Diese Eckwerte beinhalten Datensicherheit, Reziprozität, Offenlegung von wirtschaftlich Berechtigten bei Trusts und anderen vergleichbaren Instrumenten sowie das Spezialitätenprinzip. Entgegen dem, was Herr Nationalrat Caroni gesagt hat, gilt das natürlich weiterhin. Der automatische Informationsaustausch bezieht sich auf den Austausch von Steuerdaten. Herr Nationalrat Caroni hat womöglich eine Verbindung zur Diskussion gemacht, die wir jetzt beim Finanzmarktinfrastrukturgesetz führen. Dort ist die Fragestellung eine andere. Dort geht es um Derivate, dort geht es um Transaktionsregister und nicht um Steuerdaten, nicht um Daten, die für die Steuerbehörden relevant sind. Ich möchte einfach hier festhalten, dass die Eckpfeiler des automatischen Informationsaustauschs – Datensicherheit, Spezialitätenprinzip, Reziprozität und die Offenlegung wirtschaftlich Berechtigter – selbstverständlich weiterhin gelten. Sie werden im Herbst darüber diskutieren.
Und dann hat Herr Nationalrat Caroni sich noch darüber gefreut, dass das Steuerstrafrecht nicht diskutiert wurde. Ich weiss nicht, ob seine Freude anhält, wenn es dann wirklich diskutiert wird. Wir haben es ja nicht begraben, sondern haben es vorläufig noch nicht ins Parlament gebracht, einfach weil wir andere grosse Projekte haben, die wir priorisieren mussten.
Zu Herrn Nationalrat Glättli: Ich freue mich sehr, Ihnen sagen zu können, dass die Expertengruppe zur Zukunft der Datenbearbeitung und Datensicherheit Ende Juni definitiv eingesetzt wird. Die Präsidentin ist bestimmt. Wir haben die möglichen Experten angeschrieben, sie haben noch eine gewisse Bedenkzeit. Aber ich kann Ihnen sagen, dass das eine Frage von wenigen Wochen ist, und dann wird diese Kommission stehen. Sie ist in meinem Departement angesiedelt. Ich denke, das ist richtig so. Die Melde- und Analysestelle Informationssicherung ist auch bei uns, und ich teile Ihre Beurteilung: Melani ist ein Instrument, bei dem man sehr gut mit der Privatwirtschaft zusammenarbeitet. Ich unterstütze auch Bestrebungen, die in die Richtung gehen, die Sie genannt haben, nämlich dass wir den Fokus verstärkt auch auf kleine Firmen richten. Es ist bis jetzt eine Frage der Kapazität gewesen, aber wir bemühen uns hier sehr darum. Melani macht einen hervorragenden Job, nicht zuletzt auch, weil die Privatwirtschaft hier sehr, sehr gut mitarbeitet.

**Schneider-Ammann** Johann N., Bundesrat: Frau Nationalrätin Bernasconi, Sie haben absolut zu Recht gesagt, dass die Masseneinwanderungs-Initiative im Jahr 2014 mein Departement beschäftigt hat. Sie hat die Arbeit meines Departementes dominiert: Es waren plötzlich grosse Unsicherheiten in unserem Verhältnis zur europäischen Nachbarschaft da, und das hat natürlich nach zusätzlichen, verbesserten, verstärkten Rahmenbedingungen in anderen Bereichen geschrien. Dann haben wir uns 2014 auch aufgrund der Masseneinwanderungs-Initiative sehr intensiv mit der Fachkräfte-Initiative beschäftigt. Ich erinnere Sie daran, dass wir die Fachkräfte-Initiative damals in der Erkenntnis lancierten, dass es eine demografische Entwicklung gibt, die eine solche Initiative nötig macht; und seit dem 9. Februar 2014 ist ihre Bedeutung natürlich umso grösser geworden.
Der dritte Punkt, den ich meinerseits aus Ihrem Kontext erwähnen will, ist Horizon 2020. Bei Horizon 2020 ist uns mit der Teilassoziierung immerhin ein Teilerfolg geglückt, wenn ich das so sagen darf. Aber wir gehen schon davon aus, dass wir vor Ende 2016 wenn immer möglich wieder eine



Vollassoziierung realisieren, denn wir haben in diesem Land einfach keine anderen Rohstoffe als unsere grauen Zellen. Und je besser es uns gelingt, uns ins internationale, das heisst ins europäische Wissenschaftsnetz einzubringen, umso grösser ist natürlich die Chance, dass wir letztlich innovationsmässig und wettbewerblich davon profitieren können und auf diesem Wege die Arbeitsplätze bereitstellen und die Quasi-Vollbeschäftigung sicherstellen können; das ist zumindest in meinem Departement weiterhin das Ziel, das ich mit allem Nachdruck verfolge.
Wenn ich in diesem Kontext noch einen Satz zur ETH sagen darf: Die ETH ist ein Grossbetrieb mit 20 000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern; allein das PSI rekrutiert sein Personal aus sechzig Ländern. Mit dieser Aussage ist noch einmal betont, wie wichtig es für uns ist, dass wir in diesem Wissenschaftsbereich eine Lösung in Zusammenhang mit der Masseneinwanderungsfrage finden, mit Artikel 121a der Bundesverfassung, welche die Limitierungen möglichst bescheiden hält, sodass wir eine maximale Wissenschafts-, Entwicklungs-, Produktgestaltungs- und Innovationsgrundlage aufrechterhalten können.
Nach dem soeben Gesagten will ich noch ganz kurz auf die Aussagen von Nationalrätin Graf reagieren, auch wieder zu Horizon 2020: Sie haben richtigerweise gesagt, dass wir jetzt daran sind, die nächste Periode zu gestalten. Wir sind daran, die Jahre 2017 bis 2020 zu gestalten. Die BFI-Botschaft ist im Entstehen. Wir legen

dort ein Schwergewicht auf die höhere Berufsbildung, auch mit der Ambition, dass die eigentliche Berufsbildung, die Berufsgrundbildung, an Attraktivität gewinnt und es uns weiterhin gelingt, zwei von drei jungen Schweizerinnen und Schweizern auf diesem berufsbildenden Weg eine beschäftigungsmässige Perspektive zu geben.
Dann geht es darum, dass wir über die BFI-Botschaft 2017–2020 den wissenschaftlichen Nachwuchs aufbauen. Da sind Forderungen im Raum. Das Thema hat mit Sicherheit seine Berechtigung. Wir sollen auch dieser Domäne ganz bewusst entsprechende Mittel zuweisen. Ob es dann die von den jungen Wissenschaftern angekündigte Zahl von tausend zusätzlichen Professuren sein kann oder nicht, ist meiner Ansicht nach zweitrangig. Wichtig ist, dass wir den Weg des Tenure Track gehen, also den jungen Leuten, wenn sie die Möglichkeit zu einem Einstieg in die wissenschaftliche Tätigkeit bekommen, auch sagen können: Wenn ihr erfolgreich seid, geht der Karriereweg dann ohne Unterbruch weiter. Das ist das, was diese jungen Leute letztlich auch in die Wissenschaft bringt und in der Wissenschaft hält.
Dann geht es darum, selber zusätzliche Mediziner auszubilden, auch wieder vor dem Hintergrund der Masseneinwanderungs-Initiative. Der Bundesrat hat plafonderhöhend 100 Millionen Franken für die Jahre 2017 bis 2020 gesprochen, natürlich unter Berücksichtigung aller Budget- und Finanzplandiskussionen, die noch anstehen. Es fehlen uns nach wie vor etwa 300 ausgebildete Mediziner, die dann auch tatsächlich in den Markt kommen und ihre Tätigkeit ausüben. In der nächsten BFI-Periode müsste es möglich sein, diesen Nachholbedarf decken zu können.
Die vierte schwergewichtige Stossrichtung der BFI-Botschaft 2017–2020 ist die Innovationsförderung. Noch einmal: Es läuft alles über Innovation. Innovation bedeutet letztlich Wettbewerbsfähigkeit, und Wettbewerbsfähigkeit bedeutet Jobs.
Herr Müri hat ganz kurz die Erasmus-Diskussion angesprochen. Er ist nicht hier im Saal. Ich erledige das mit ein paar Sätzen. Erasmus ist mir wichtig. Es ist mir vor allem dort wichtig, wo es um die Mobilität geht. Die jungen Leute müssen andere Kulturen beschnuppern. Sie müssen andere Sprachen lernen, damit unser Land letztlich auf diesen Leuten aufbauen kann und weiterhin in der Lage ist, jeden zweiten Franken im internationalen Handel zu verdienen. Das bedeutet, dass sie helfen, jeden zweiten Arbeitsplatz sicherzustellen.
Dann will ich kurz erwähnen, dass wir in unserem Departement ganz bewusst auch die Zusammenarbeit zwischen den beiden Staatssekretariaten einerseits – jenem für Bildung und Forschung sowie jenem für Wirtschaft – und dem Bundesamt für Landwirtschaft andererseits gepflegt haben. Ein Beispiel dieser bewusst gepflegten Zusammenarbeit betrifft die Asian Infrastructure Investment Bank. Teile davon datieren aus dem Jahr 2014, sichtbar geworden ist sie vor allem im Jahr 2015. Dort haben die Staatssekretäre des EDA, des SIF, des Seco und des SBFI miteinander eine Idee kreiert, eine Initiative ergriffen, dem Bundesrat einen Vorschlag gemacht. Der Bundesrat hat in den vergangenen Wochen eine entsprechende Beitrittsabsicht festgelegt. Wir konsultieren dazu – und natürlich auch zum Konzept und zu unserer Beteiligung – in dieser und der nächsten Woche die für die Aussenwirtschaft zuständigen Kommissionen.
Zum Stichwort Iran: Auch da geht es um die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Staatssekretariaten. Das EDA hat jahrelang gute Dienste geleistet. Unsere frühere Botschafterin in Iran ist jetzt Leiterin der bilateralen Beziehungen im Seco. Das hat sofort zu Vorteilen geführt. Der interdepartementale Personalaustausch hat sich bei diesem Beispiel einmal mehr bewährt. Die früheren guten Beziehungen auf der politischen Ebene können jetzt auch genutzt werden, um sie im aussenwirtschaftspolitischen Bereich bestmöglich einzusetzen.
Dann komme ich noch kurz zur Landwirtschaft: Frau Nationalrätin Graf, Herr Nationalrat Binder, ich nehme schon einmal zur Kenntnis, dass Sie mit der Zielsetzung der Agrarpolitik 2014–2017 grundsätzlich einverstanden sind. Wir haben gesagt – ich erinnere Sie daran –, dass wir als Basis einen Verfassungsauftrag haben und dass die Direktzahlungsinstrumente zur Schliessung der Ziellücken bei diesem Verfassungsauftrag eingesetzt werden. Ich bin mir der Diskussionen im Bereich der Landschaftsqualitätsbeiträge sehr bewusst. Ich streite auch nicht ab, dass es tatsächlich zum einen oder anderen Bürokratieauswuchs gekommen ist. Aber ich habe mir bereits jetzt, nach einem Jahr, aufzeigen lassen, welcher Anteil der Finanzmittel den Zweck etwas verfehlt hat; es sind nur 4 Prozent der Landschaftsqualitätsbeiträge, die man aus unserer Sicht infrage stellen muss.
Ich habe wiederholt hier in diesem Rat und auch im Ständerat gesagt: Wir werden eine Evaluation machen, in der Mitte der Vierjahresperiode; nach den Jahren 2014/15 können wir früh im Jahr 2016 eine Einschätzung machen. Wenn wir feststellen, dass das Instrument völlig falsch lenkt, dann werden wir Korrekturen vornehmen. Das Thema Bürokratie in der Landwirtschaft ist jetzt angesprochen worden, die Bürokratie zieht sich aber natürlich durch alle Ämter, durch alle Aktivitäten, durch alle Departemente usw. hindurch. Wir haben immerhin dem Bundesamt für Landwirtschaft einen Auftrag erteilt, der heisst: Zeigt uns, wo wir bei den Verordnungen zurückbuchstabieren und wo wir Vorschriften echt eliminieren können. Ich habe drei Monate nach Auftrags-

erteilung hundert entsprechende Vorschläge erhalten, einzelne gewichten wir stärker, andere gewichten wir weniger stark. Ich werde aber in der zweiten Jahreshälfte 2015 dem Bundesrat Korrekturvorschläge machen, um die Verordnungen zu erleichtern, um Kontrollen zusammenzulegen, um Kontrollrhythmen zu verlangsamen. Ich will auf diesem Wege der Bürokratie etwas Paroli bieten.
Ich komme ganz kurz, Frau Nationalrätin Feri, zum Stichwort Kriegsmaterialausfuhren: Wir sind äusserst sorgfältig, jedes einzelne Geschäft wird äusserst sorgfältig geprüft. Auch wenn der Bundesrat im Jahr 2014 nur für eine einzige Angelegenheit ins Spiel gebracht wurde, haben die zuständigen Stellen im Seco und insbesondere im EDA jedes einzelne Gesuch äusserst sorgfältig behandelt. Sie wissen auch, dass wir sogenannte Post-Shipment-Kontrollen durchführen. Wir gehen also unseren Waffenlieferungen nach und führen vor Ort Kontrollen durch, überprüfen, ob denn die Abmachungen, die man mit Abnehmern trifft, tatsächlich auch eingehalten werden. Diese Kontrollen haben gute Ergebnisse gebracht, und wir führen sie weiter. Ich schliesse meine Ausführungen zu diesem Thema mit der Feststellung: Wir haben auch ein Interesse, eine eigene Rüstungsbasis aufrechtzuerhalten – für alle Fälle. Wenn man diesen Anspruch hat, und dieser Anspruch basiert auch auf der Verfassung, dann muss man den Firmen die Möglichkeit geben, internationale



Märkte zu erreichen, ansonsten haben sie wettbewerblich absolut keine Chance.
Die Korrektur, die wir vorgenommen haben – ich rede hier von der Verordnung –, war eine sorgfältige Korrektur zur Sicherstellung gleich langer Spiesse gegenüber vergleichbaren Ländern; vergleichbare Länder sind beispielsweise Schweden oder Österreich.
Ich schliesse mein Votum ab mit der Feststellung, Herr Nationalrat Caroni, dass die Verhandlungen über ein Freihandelsabkommen mit Indien eine Wiederbelebung erfahren dürften. Wir haben Kontakt mit der neuen Regierung in Delhi aufgenommen und haben auf Wirtschaftsministerebene miteinander festgestellt, dass wir die Verhandlungen weiterführen wollen, wobei das, was bis im März 2014 verhandelt wurde, die Grundlage bilden soll. Bei meiner Reise nach Indien vor wenigen Tagen waren vor allem auch Vertreter der pharmazeutischen Industrie mit von der Partie. Diese haben die Aussagen, die wir gemacht haben, und auch die Aussagen der Gegenseite mitverfolgen können. Wir haben festgestellt, dass die WTO-Basis Trips zwingend ist; die Inder ihrerseits sind auch damit einverstanden. Das war einer der Knackpunkte. Ich bin aber zuversichtlich, dass wir jetzt äusserst ernsthaft darüber verhandeln können und es vielleicht in den nächsten ein, zwei Jahren möglich wird, den Marktzugang tatsächlich zu verbessern.

**Schibli** Ernst (V, ZH): Herr Bundesrat, Sie haben in Ihren Ausführungen betont, dass Sie in der Landwirtschaftspolitik einen Verfassungsauftrag zu erfüllen hätten. Meine Frage: Ist es wirklich das Ziel des Verfassungsauftrages, dass die Bauernfamilien jedes Jahr weniger verdienen? Und können Sie mir den Passus in der Verfassung zeigen, der das vorschreibt?

**Schneider-Ammann** Johann N., Bundesrat: Herr Nationalrat Schibli, unsere Politik beruht auf der Verfassung. Dort wird vorgegeben, woran wir uns zu orientieren haben. Genau daran haben wir uns gehalten. Wir haben auch mit Modellen gerechnet, die vor allem aufgezeigt haben, in welchem Verhältnis zum Beispiel Aspekte der Biodiversität gegenüber Aspekten der eigentlichen Produktion stehen sollen. Wir haben sie optimiert und dem Parlament das Szenario vorgeschlagen, das in Kilokalorien gemessen ein produktionsmässiges Wachstum bedeutet – ein bescheidenes Wachstum, aber doch immerhin Wachstum –, das für den Sektor insgesamt Mehreinkünfte in der Grössenordnung von 100 Millionen Franken bringt und das für den Einzelbetrieb grundsätzlich nicht einkommensvermindernd ist.
Nun gibt es Betriebe, auch in tierintensiven Regionen, die über die Umstellung ihre Einkünfte aufrechterhalten können und sie zum Teil sogar verbessern konnten. Es gibt aber auch Betriebe, die weniger Einnahmen haben, das ist ein Fakt. In der ersten Hälfte des Jahres 2016 machen wir wie gesagt eine Zwischenevaluation, um die zwei ersten Jahre wirklich beurteilen zu können. Wenn Korrekturen nötig sind, bringen wir sie an. Ich habe aber nach wie vor den Eindruck und die Überzeugung, dass die Agrarpolitik 2014–2017 grundsätzlich die richtigen Korrekturen vornimmt. Jetzt müssen wir dafür sorgen, dass wir die betroffenen Betriebe auch tatsächlich dorthin führen können, wo wir sie hinführen wollen. Wir wollen, dass die produzierenden Betriebe in der Landwirtschaft bleiben und produzieren und die Einkommen sichern können.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*
*Le débat sur cet objet est interrompu*